

## **Contrôle d'accès et vidéo protection**

Pour ses sites du Verdon et de Bassens, le port met œuvre un système de contrôle d'accès et de vidéo protection. Le contrôle d'accès permet de :

- Contrôler l'accès des personnes à l'installation portuaire
- Empêcher l'accès non autorisé à l'installation portuaire, aux navires amarrés dans l'installation portuaire et aux zones d'accès restreint de l'installation
- Maîtriser les flux et maintenir la fluidité de l'exploitation

La vidéo protection permet de remplir les rôles suivants :

- Dissuader les auteurs potentiels d'actes de malveillance
- Permettre la surveillance à distance des secteurs visualisés
- Permettre l'investigation après la survenance d'un événement
- Lever le doute en cas d'alarme
- Assister le contrôle de flux (véhicules ou personnes)
- Détecter le mouvement d'objets ou d'individus

D'autres sites de Bordeaux Port Atlantique sont susceptibles d'être équipés en contrôle d'accès et en vidéo-protection comme le centre technique de Bordeaux-Bacalan qui accueille également le siège social du port ainsi que les différents appontements pétroliers ou chimiques situés sur la presqu'île d'Ambès.

## **Principes généraux de délivrance et d'utilisation d'un badge**

La décision d'autoriser l'accès à la zone portuaire de Bassens relève de la responsabilité de l'Agent de sûreté portuaire (ASIP).

Afin de pouvoir justifier de leur qualité, notamment au cours de contrôles aléatoires, toutes les personnes se trouvant sur l'installation portuaire doivent être munies d'une autorisation d'accès.

L'autorisation d'accès est délivrée pour des besoins d'exploitation, de maintenance ou toute activité professionnelle jugée utile par l'exploitant. Elle est précaire et révoquée par l'autorité qui l'a délivrée. Elle est matérialisée par une carte d'accès (badge).

Le fait qu'un détenteur dispose d'un badge ne signifie aucunement que ce dernier obtient automatiquement un accès illimité à tous les équipements portuaires.

La carte d'accès autorise le détenteur à pénétrer dans la (les) zone(s) identifiée(s). Elle est attribuée sous réserve de se conformer aux règles de sécurité et aux différents contrôles.

Les dispositions générales d'utilisation des badges, d'enregistrement des données personnelles, de responsabilités et de confidentialités, les tarifs, etc., seront contenues dans un "règlement d'utilisation".

## **Autorisation d'accès et attribution des badges**


Toute personne qui utilise de façon régulière les installations portuaires du GPMB doit être titulaire d'un badge permanent. L'attribution des badges permanents est définie par les principes généraux suivants :

- la désignation par l'entreprise d'un responsable sûreté qui agit pour son compte ;
- le groupement des demandes de badges, étant entendu que le responsable sûreté se porte garant des salariés pour qui la demande est faite ;
- la facturation des badges par le GPMB ;
- le badge permanent est valable 2 ans ou 5 ans à compter de la date de son attribution et son coût unitaire est fixé à 8€ ;

## MODE OPERATOIRE POUR L'ATTRIBUTION DES BADGES PERMANENTS

L'entreprise qui demande des badges d'accès permanents pour ses salariés doit télécharger sur le site internet du port à la rubrique « accès » les fiches suivantes :

1) La [Fiche de désignation d'un responsable sûreté](#)  pour l'entreprise (à compléter et signer)

2) Un [Fichier \(format Excel\) à compléter](#)  ou doivent figurer le nom du responsable sûreté désigné et la liste des salariés pour qui la demande de badge est faite, ainsi qu'un certain nombre d'informations les concernant, plus, le cas échéant, la liste des véhicules de l'entreprise susceptibles de pouvoir pénétrer dans la zone portuaire qui n'ont pas de chauffeur attitré.

Ces 2 documents sont à compléter et à retourner à l'adresse suivante : [EC-Badges@bordeaux-port.fr](mailto:EC-Badges@bordeaux-port.fr)

## Circuler en sécurité sur le port.

Le Code de la Route s'applique sur l'ensemble des voies de circulation internes des zones portuaires. Le marquage au sol et la signalisation de police indiquent les priorités. Sauf indication contraire, la vitesse est limitée à 40km/h pour les véhicules légers et à 20km/h pour les poids lourds. Les quais et terre-pleins ne sont pas des voies de circulation et la manutention y est prioritaire. Des voies de dessertes permettent l'accès aux quais depuis les voies de circulation. Le stationnement des véhicules est interdit sur les voies ferrées, les voies de grues et les voies de circulation et de desserte qui doivent rester en permanence dégagées. La circulation et le stationnement sont strictement interdits à tout véhicule sur les caniveaux électriques d'alimentation des grues en bord à quai.

La circulation à pied est interdite sur les terre-pleins et les zones de manutention aux personnes étrangères à l'opération. Le port de vêtements rétro réfléchissants et de chaussures de sécurité est obligatoire sur ces zones. De la même manière, l'accès aux bâtiments, aux hangars et aux zones délimitées par un balisage est interdit sauf autorisation.

Afin de se prémunir du risque de chute à l'eau, la circulation des piétons est – sauf mesures spécifiques - interdite à moins de 1,50m du bord des quais. Pour le bien-être de tous, le dépôt d'ordures et le nettoyage des bennes des camions sont interdits sur les zones portuaires.

## Intervenir sur une zone portuaire

Toute intervention sur une zone portuaire est soumise à une autorisation préalable du donneur d'ordre.

Avant chaque intervention, une analyse des risques doit avoir été réalisée entre l'intervenant et le donneur d'ordre. Selon le cas et conformément à la réglementation applicable, cette analyse sera formalisée par un plan de prévention, un protocole de sécurité de chargement/déchargement ou un Plan Particulier de Sécurité et de Prévention de la Santé.

Des mesures de prévention spécifiques à l'opération et intégrant les risques liés à l'environnement portuaire devront alors être mises en oeuvre. Ces mesures devront recueillir l'aval préalable de l'intervenant, du donneur d'ordre et du gestionnaire de l'espace où se déroule l'intervention. En particulier, toute intervention pour travaux sur la zone portuaire doit faire l'objet d'un balisage adapté à l'environnement, à la nature et à la durée de l'intervention.